

# Les cours d'eau français sont en mauvais état écologique, selon le WWF

Un nouveau rapport du WWF France alerte sur l'état écologique des rivières françaises. Leur biodiversité, en apparence stable, est en réalité menacée, en particulier dans les petits cours d'eau.



Les populations de grèbe huppé, considéré comme emblématique avec la truite des rivières, ont chuté de 91 % en vingt ans. © Fred51

« Les populations d'oiseaux et de poissons d'eau douce stagnent de manière inquiétante en France. » C'est avec ce constat que s'ouvre le nouveau rapport « Pour des rivières vivantes » de la section française du Fonds mondial pour la nature (WWF), publié le 22 mai 2024, à l'occasion de la Journée mondiale de la biodiversité. Cet état des lieux de la vie sauvage dans les eaux douces françaises intègre le nouvel indice rivières vivantes (IRV), qui agrège des données sur diverses espèces d'oiseaux et de poissons. L'IRV est en diminution de 0,4 % depuis une vingtaine d'années. En d'autres termes : depuis 2001, le nombre d'individus des populations de poissons et d'oiseaux observés en rivières a diminué en moyenne de 0,4 %.

Une baisse qui peut paraître anecdotique, en première lecture, mais qui est à mettre en perspective avec les investissements massifs – près de 500 milliards d'euros – déployés depuis vingt ans pour assurer la préservation des rivières. En outre, selon les agences de l'eau, plus de la moitié (56,9 %) des eaux françaises ne sont pas en bon état écologique. La France est donc bien loin de l'objectif fixé par la directive-cadre sur l'eau : atteindre un bon état écologique pour 100 % de ses eaux à l'horizon 2027, alors qu'il s'agit déjà de la seconde dérogation par rapport à l'ambition initiale fixée à 2015.

## Une moyenne qui cache de grands écarts

Un bilan alarmant pour le WWF, donc. D'autant plus que le calcul de l'IRV, effectué avec la même méthode que son fameux Indice planète vivante, représente une moyenne. Il masque par conséquent une multitude de phénomènes, détaillés dans le rapport. La différence d'état écologique entre les grands fleuves et les plus petits cours d'eau, en premier lieu.

Grâce aux efforts des villes et des industries, l'eau qui coule dans les fleuves est plus propre aujourd'hui, notamment à l'aval des métropoles. Mais les milliers de kilomètres de petits cours d'eau ruraux voient leur qualité écologique se dégrader. En cause, l'agriculture et l'aquaculture intensives, les obstacles aux écoulements, la dégradation de la morphologie des cours d'eau ainsi que les pressions anthropiques liées aux prélèvements et à l'industrie.

**56,9 %**

des eaux françaises ne sont pas en bon état écologique, selon les agences de l'eau.

« *L'eau des villes va mieux, l'eau des champs va moins bien, pour le dire comme ça* », résume Yann Laurans, directeur des programmes du WWF France. La progression des populations d'espèces invasives se trouve aussi noyée dans la masse de données, alors que les populations de grèbes huppés et de truites des rivières, deux espèces mises en avant dans le rapport car considérées comme « *emblématiques* », ont diminué respectivement de 91 % et 43 % en vingt ans.

## Un appel à l'action

**" *L'eau des villes va mieux, l'eau des champs va moins bien* "**

*Yann Laurans, WWF France*

Alors comment réagir pour protéger ces écosystèmes ? En France, le WWF s'est fixé deux priorités. La préservation des zones humides d'une part, *via* une politique d'acquisition foncière, notamment en Brenne et en Camargue, où les équipes du Fonds mondial sont

présentes depuis plusieurs dizaines d'années, à laquelle 5 millions d'euros seront attribués. L'association met aussi en place des paiements pour services environnementaux (PSE). D'autre part, le renforcement de la résilience en eau est privilégié, *via* la promotion de pratiques agroécologiques pour « *moins compter sur la chimie de synthèse et plus sur le vivant* », précise Yann Laurans.

Le rapport se veut aussi comme un signal d'alarme envers les pouvoirs publics, et n'est pas avare de recommandations à leur égard. En particulier, le WWF exhorte le gouvernement français à réaffirmer et mettre en œuvre l'engagement de protection et de restauration des écosystèmes d'eau douce pris à l'occasion des Assises de l'eau en 2018 : préserver 25 000 km de cours d'eau et leur continuité à l'horizon 2030. « *Soit 4 % des cours d'eau français, clarifie le directeur des programmes de l'association. Il ne s'est pas rien passé [depuis 2018], mais c'est trop lent, et souvent entravé par des actions des lobbies. On vide l'océan à la petite cuillère.* » L'ONG demande aussi une réévaluation de la fiscalité de l'eau pour appliquer le principe de pollueur-payeur face aux impacts des pollutions agricoles sur la ressource, et inciter à réorienter les pratiques agricoles vers l'agroécologie.

Enfin, le rapport appelle également les particuliers à se mobiliser pour la préservation des rivières. « *Plus qu'un simple décor bucolique* », ces écosystèmes remplissent des fonctions hydrauliques (régulation des crues, autoépuration, remplissage des nappes phréatiques) et écologiques essentielles.



**Marie Scharff**, journaliste  
Stagiaire journaliste

Publié le 22/05/2024 – Actu Environnement